

N° 5641¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 concer-
nant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de
l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.11.2006)

Par dépêche en date du 28 novembre 2006, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous avis.

Au texte du projet de règlement grand-ducal, élaboré par le ministre de la Défense, était joint un exposé des motifs.

Le projet de règlement grand-ducal a pour objet de prolonger la participation luxembourgeoise à l'opération ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. Le Luxembourg participe à la mission ALTHEA, qui relève de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, à raison de huit membres de l'Armée luxembourgeoise, par rotations successives de deux militaires par période de six mois.

Originellement, la participation luxembourgeoise était prévue pour une période de deux ans à partir du 5 octobre 2004, alors qu'il n'était et n'est toujours pas possible de déterminer une date à laquelle l'opération militaire de l'Union européenne prendra fin. Le Conseil d'Etat de renvoyer à ce sujet à son avis du 28 septembre 2004 relatif au projet devenu par la suite le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine.

Les modifications que le projet de règlement grand-ducal entend apporter au prédit règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 n'appellent pas d'observations de la part du Conseil d'Etat. Il reste qu'une plus grande rigueur dans l'exécution de la loi s'impose, dans l'intérêt même des membres de l'Armée luxembourgeoise, qui, depuis le 6 octobre 2006, participent à la mission ALTHEA en dehors des prévisions de l'article 2(3) de la loi modifiée du 27 juillet 1992. Il n'est pas non plus satisfait en l'espèce aux prescrits de l'article 1er (2) de cette même loi. Le Conseil d'Etat ose espérer qu'il s'agit en l'occurrence d'un „accident de parcours“ qui restera tout à fait exceptionnel.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 novembre 2006.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

